



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/710
30 août 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 30 AOÛT 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'OUGANDA AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, le texte d'une déclaration qu'a publiée le Gouvernement de la République de l'Ouganda pour répondre aux allégations mensongères que le Soudan avait proférées à l'encontre de l'Ouganda au cours de la 3690e séance du Conseil de sécurité, tenue le 16 août 1996.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) SEMAKULA KIWANUKA

ANNEXE

Déclaration faite le 28 août 1996 par le Gouvernement de la République de l'Ouganda pour répondre aux allégations que le Soudan a proférées contre l'Ouganda lors du débat que le Conseil de sécurité a consacré le 18 août 1996 au rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1054 (1996) (S/1996/541 et Add.1, 2 et 3)

La déclaration publique faite par le représentant du Soudan dans laquelle s'étale la haine de son pays pour l'Ouganda a pu stupéfier bien des gens, mais elle n'a fait que confirmer ce que nous soupçonnions depuis longtemps, à savoir que cela pourrait être l'une des raisons qui expliquent la politique de déstabilisation bien connue que poursuit le régime soudanais contre notre pays.

Toutefois, après cette déclaration tout à la fois honnête et menaçante, les Soudanais ont cherché à justifier les machinations qu'ils ourdissent contre notre pays en essayant de faire croire que l'Ouganda est responsable de ce qui est essentiellement un problème intérieur à leur pays.

Le Soudan a notamment allégué que :

a) Depuis 1984, l'Ouganda apportait un soutien financier et moral aux insurgés du Soudan;

b) L'Ouganda avait saboté les efforts faits pour normaliser les relations entre les deux pays; les troupes ougandaises avaient notamment violé l'intégrité territoriale du Soudan;

c) Il ne fournissait aucun appui et ne donnait pas abri à ce qu'on appelle les rebelles "fondamentalistes chrétiens ougandais", car ceux-ci opéraient à partir de zones contrôlées par l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), etc.

Les allégations et dénégations susvisées non seulement sont complètement erronées, mais sont également malhonnêtes; leur seule fin est d'amener le monde entier à croire que le Soudan est une victime, et non le principal responsable du terrorisme et de l'agression qu'il est en réalité.

Nous espérons toutefois que le Conseil de sécurité, qui a soulevé avec le Soudan la question de la tentative d'assassinat du Président égyptien, sait à présent jusqu'où ce régime ira pour éviter d'assumer la responsabilité de ses actes, même si celle-ci est amplement démontrée. Nous voudrions inviter le Conseil et l'ensemble de la communauté internationale à se joindre à nous pour réfuter les allégations et les protestations d'innocence soudanaises en leur accordant le mépris qu'elles méritent.

On se souviendra qu'à plusieurs reprises, l'Ouganda a soumis au Conseil des preuves irréfutables et a dressé la liste des nombreux incidents et atrocités attribuables au régime soudanais et aux éléments à sa solde et dont la population ougandaise était la cible.

Les autorités soudanaises, elles, n'ont jamais apporté le moindre commencement de preuve à l'appui des allégations délirantes qu'elles proféraient contre notre pays.

Mais il est encore plus préoccupant de constater que tout en prétendant prêcher la paix et la réconciliation, le régime soudanais – la réalité sur le terrain le montre bien – a intensifié ses activités de déstabilisation non provoquée contre l'Ouganda, qui remontent en fait, comme on le verra plus loin, à 1986.

Problèmes que nous ont causés les gouvernements soudanais successifs

Le Gouvernement issu du Mouvement de résistance nationale (NRM) est arrivé au pouvoir à Kampala le 26 janvier 1996. En mars, l'Armée de résistance nationale (NRA) avait pris le contrôle de l'ensemble des frontières, y compris l'ensemble de la frontière commune avec le Soudan. Entre 15 000 et 20 000 soldats de l'ex-Armée de libération nationale de l'Ouganda (UNLA) s'étaient enfuis au Soudan, emportant avec eux quelque 13 000 armes, véhicules et hélicoptères divers. À ce moment, les Forces armées soudanaises (SAF) contrôlaient chaque pouce de leur côté de la frontière; on ne relevait en aucun cas la présence de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), au moins pas dans les zones limitrophes de l'Ouganda. En conséquence, l'armée soudanaise a pris le contrôle de toutes les armes des soldats vaincus qui s'étaient enfuis au Soudan. Au début, les fusils étaient stockés à Parajok, dans une unité des SAF, puis le lieutenant-colonel Charles Ogeno en a assumé la responsabilité. Par la suite, nos voisins soudanais ont causé à l'Ouganda les problèmes suivants.

Début des opérations hostiles menées par le Soudan contre l'Ouganda

En avril 1986, l'Ouganda s'est mis en rapport avec le Gouvernement soudanais au sujet de la restitution des armes, véhicules et hélicoptères que les soldats de l'UNLA en fuite avaient emportés au Soudan. Le Gouvernement soudanais a montré beaucoup de réticence avant de ne rendre que les hélicoptères, en mai 1986. Les armes et les véhicules n'ont jamais été restitués.

Le 19 août 1986, toutes les armes qui avaient été prises aux soldats de l'UNLA vaincus leur ont été rendues par le Gouvernement soudanais. Ces éléments ont été mobilisés depuis Parajok, Torit, Lobone, Obbo et Atepi, et les SAF les ont affectés dans différents secteurs et armés. Le 22 août 1986, une force conjointe des SAF et de dissidents ougandais partie de Nimule (Soudan) a attaqué le 28e bataillon de la NRA à Bibia.

La plus grande partie des dissidents ont été rapidement vaincus par la NRA, dont le nom actuel est Forces de défense du peuple ougandais (UPDF), mais des éléments en fuite se sont répandus dans les villages du nord de l'Ouganda où ils ont déclenché l'insurrection qui a depuis apporté la ruine aux civils et causé des ravages à l'économie de la région. Le lieutenant Mark Okello Oryema et d'autres qui avaient pris part à l'attaque du 28e bataillon à Bibia sont là pour raconter comment le Soudan a armé les dissidents aux fins de déstabilisation de l'Ouganda.

Naissance de la rébellion dans le nord de l'Ouganda et politique constante de déstabilisation menée par le Soudan

Après avoir mobilisé, réorganisé et armé l'ex-UNLA, les autorités soudanaises l'ont rebaptisée Armée/Mouvement de défense du peuple de l'Ouganda (UPDA/M). Après l'attaque de Bibia, l'UPDA/M a commencé à attaquer des unités de la NRA dans le nord de l'Ouganda. Elle a également attaqué des centres de commerce et tendu des embuscades sur les principaux axes routiers en utilisant le Soudan comme base arrière. Il a fallu attendre le samedi 3 juin 1988 pour que l'UPDA/M se rende au Gouvernement après la signature d'un accord de paix entre les rebelles et le Gouvernement NRM. Nous avons des gens qui peuvent témoigner du fait que tandis qu'elle poursuivait sa campagne de guérilla dans le nord de l'Ouganda, l'UPDA/M maintenait ses bases arrières au Soudan.

Les derniers éléments de l'UPDA/M se sont ensuite regroupés pour combiner leurs forces avec celles de Joseph Kony, qui ont changé de nom à deux reprises pour s'appeler successivement Holy Spirit Movement Force (HSMF II) puis, plus récemment, Lord's Resistance Army (LRA). Tout en conduisant sa campagne de guérilla au nord de l'Ouganda, la HSMF II de Joseph Kony a continué de se rendre à Owiny-Kibul et à Parajok (Soudan) pour s'approvisionner en armes et en munitions. Cette activité a atteint son apogée en 1993/94, lorsque la LRA a été complètement défaite par la NRA (UPDF). La LRA s'est alors enfuie au Soudan et a établi des bases à Palotaka, Owini-Kibul, Parajok et à la limite entre Lobone et Parajok, où elle a occupé les mêmes postes de défense que les SAF jusqu'au 25 octobre 1995, date à laquelle elle a été mise en déroute avec ses commanditaires - les SAF - par la SPLA.

C'est à partir des bases susmentionnées que la LRA est partie à plusieurs occasions pour traverser la frontière et effectuer des raids dans le nord de l'Ouganda faisant des ravages dans la population locale. Les cas récents énumérés ci-après en témoignent :

a) Le 18 avril 1995, une troupe de 150 à 300 rebelles de la LRA qui avaient traversé depuis leur base à Parajok, armée notamment de mortiers, de fusils d'assaut et de mines terrestres, ont attaqué le marché de Lukung (district de Kitgum). Dans cette opération, 19 civils ont été tués et plus de 30 enlevés et de nombreuses exploitations agricoles et la totalité du marché ont été brûlés. Les rebelles ont pillé aussi le dispensaire de Lukung;

b) Le 20 avril 1995, une troupe de rebelles de la LRA comprenant selon les estimations de 250 à 400 éléments, qui avaient traversé la frontière venant de leur base de Parajok (Soudan), ont attaqué le marché d'Atiak. Lors de l'attaque, les rebelles ont tué plus de 250 civils dont 45 étudiants et 3 directeurs d'études du collège technique d'Atiak, et incendié plus de 200 habitations et 10 boutiques. Des diplomates accrédités auprès de l'Ouganda, invités par le Gouvernement ougandais à aller voir la scène des massacres d'Atiak, s'y sont tous rendus;

c) Le 28 juillet 1995, un groupe de rebelles de la LRA comprenant d'après les estimations de 300 à 500 éléments, qui étaient entrés en Ouganda depuis leur base de Owiny-Kibul, ont attaqué le marché de Padibe dans le district de Kitgum. Trois civils ont été tués, 10 autres ont été enlevés et plus de 150 logements et

entrepôts de grain ont été incendiés, de même que l'ensemble du marché après avoir été pillé. Les rebelles ont aussi volé des médicaments au Mission Hospital de Padibe. Il est important de noter qu'à la suite de chacune des attaques mentionnées ci-dessus, la LRA s'est retirée sur ses bases arrière au Soudan;

d) Les personnes qui ont échappé à la LRA lorsque les bases de cette dernière ont été capturées à Owiny-Kibul, Palotaka et Parajok, peuvent amplement témoigner du type d'assistance que la LRA reçoit du Gouvernement soudanais. Par ailleurs, ceux qui ont été capturés par l'ALPS lorsqu'elle faisait sortir les éléments de la LRA et des SAF des bases susmentionnées peuvent aussi témoigner des desseins du Soudan, tels que la déstabilisation de l'Ouganda;

e) Le 8 novembre 1995, dans le village de Ten-Ten au sud de Lobone, dans le sud du Soudan, l'ALPS a remis 128 combattants de Joseph Kony qui avaient été capturés à la suite de combats à Kit 1 le 16 novembre 1995. Le 22 novembre 1995, l'ALPS a remis aux autorités locales ougandaises à Ngomoromo (district de Kitgum) 16 autres combattants de la LRA capturés à Kit 1 le 16 novembre 1995. Cela s'est effectué en présence de journalistes locaux et internationaux.

Bases actuelles de la LRA dans le sud du Soudan

Après le 25 octobre 1995, la LRA et les SAF se sont déployés à Aruu sur la route reliant Nimule à Juba, à environ 79 miles de la frontière ougandaise. À Aruu, la LRA a établi son siège et une base d'entraînement où sont à présent basés les dirigeants de la LRA, tels que George Komakech Omona, alias "Brig" et Joseph Kony, alias "Maj. Gen.". La LRA a aussi des détachements à Kit 1 et Karpeto derrière les mêmes dispositifs défensifs que les SAF.

C'est depuis son siège-base d'entraînement d'Aruu au Soudan que le Gouvernement soudanais organise, forme et arme la LRA en l'équipant de tous types de mitrailleuses, mortiers, missiles SAM 7, fusils d'assaut, mines antichar, mines antipersonnel, uniformes et matériel de transmissions avant de les envoyer à travers la vaste étendue désertique du sud du Soudan commettre des atrocités contre les civils innocents du nord de l'Ouganda. Ces atrocités sont nombreuses, la LRA posant des mines antichar et antipersonnel, enlevant des écoliers et des civils innocents, coupant les lèvres et les bouches d'habitants, incendiant des maisons et les infrastructures sociales telles que les marchés, commettant des viols, etc.

Début de la rébellion dans le nord-ouest de l'Ouganda

Il convient aussi de mentionner que le Soudan, pendant qu'il organisait et armait la LRA sur la rive orientale, maintenait et réorganisait sur la rive occidentale les éléments de l'ancien dictateur Idi Amin sous le commandement notamment du colonel Juma Oris, du lieutenant-colonel Abdalatif Tiwa, du lieutenant-colonel Atocon, du lieutenant-colonel Bamuze, du major Drazu. Ces éléments ont été organisés et armés en tant que West Nile Bank Front (WBNBF) (Front de la rive occidentale du Nil).

Ces anciens soldats d'Idi Amin avaient stationné dans plusieurs endroits du sud du Soudan, tels que Rajab West, à 8 miles au sud de Juba, avant d'être organisés et de se déployer via Yei à Morobo, où le WNBFB a établi son siège et sa base d'entraînement. Depuis Morobo, le WNBFB a commencé à recruter, notamment des éléments du nord-ouest de l'Ouganda. Après avoir suivi une formation à Morobo, les éléments du WNBFB ont été premièrement utilisés par les SAF comme renforts lorsqu'elles ont tenté de reprendre à l'ALPS les garnisons de Baazi et Kaya en août 1995.

Bases actuelles du WNBFB dans le sud du Soudan – rive occidentale

Outre son siège à Morobo, le WNBFB a à l'heure actuelle des bases dans les lieux ci-après au Soudan : Kaya, Dubulabe Pokii, Kimba et Arabe-Miju. C'est à partir de ces bases, avec l'appui des forces armées soudanaises basées à Kaya, que le WNBFB part pour lancer des attaques contre le nord-ouest de l'Ouganda.

À la suite des attaques répétées du WNBFB contre la population civile dans les zones situées le long de la frontière ougando-soudanaise, en particulier entre février et avril 1996, les habitants des communes d'Oraba et de Ludara de Koboko ont été déplacés; les rebelles du WNBFB ont détruit et pillé une partie de leurs biens. Les populations déplacées de Koboko et d'Aringa ont dû trouver refuge dans d'autres zones plus sûres. Comme la LRA, le WNBFB est entièrement armé par les SAF, recevant des mortiers, des mitrailleurs de tous types, des fusils d'assaut, du matériel de transmissions et des uniformes.

Les UPDF ont aussi été en mesure de contrer les activités du WNBFB et ont réussi, ce faisant, à capturer des prisonniers de guerre qui peuvent être montrés comme preuve des activités continuelles d'agression et de déstabilisation menées par le Soudan. Par ailleurs, un certain nombre de rebelles du WNBFB qui se sont rendus aux UPDF et aux autorités locales dans la région située à l'ouest du Nil peuvent attester que le Soudan les a armés et formés. Ainsi, le 25 juillet 1996, le commandant Saidi Aile du WNBFB s'est rendu aux UPDF avec 3 capitaines, 4 lieutenants et 11 militaires d'autres grades avec le matériel suivant : 6 mitraillettes, 23 chargeurs de mitraillette, 1 grenade pour tube lance-grenade et 1 tube de mitrailleuse.

En vertu des conventions internationales appliquées de longue date, les réfugiés d'un pays voisin ne doivent pas rester près de la frontière de leur pays d'origine. Ils sont censés se trouver à 50 kilomètres de la frontière commune à leur pays d'origine et à leur pays d'asile. À maintes reprises, l'Ouganda a signalé cette situation aux autorités soudanaises. Cette question a fait l'objet de plusieurs résolutions communes qui n'ont jamais été appliquées et demeure le principal facteur de notre déstabilisation par le Soudan.

Bombardement aérien du territoire ougandais et violation de l'espace aérien ougandais par le Soudan

Outre tout ce qui a été mentionné plus haut, le Soudan se livre depuis 1989 à d'autres actes de déstabilisation et d'agression contre l'Ouganda. L'aviation militaire soudanaise a, à maintes reprises, violé l'espace aérien ougandais, bombardant lors de certaines sorties le territoire ougandais. Depuis 1989, l'aviation militaire soudanaise a violé l'espace aérien ougandais à plus de

150 reprises. Au total, plus de 100 bombes ont été larguées sur le territoire ougandais, occasionnant des dégâts considérables et faisant de nombreuses victimes.

Ainsi, depuis janvier 1995, des avions Antonov de l'aviation soudanaise ont violé notre espace aérien plus de 20 fois. Au total, plus de 25 bombes ont été larguées sur le territoire ougandais. Quelques exemples suffiront à confirmer ce type de provocation et d'agression :

Le 15 novembre 1989, un bombardier Antonov soudanais a largué deux bombes sur Moyo. Une est tombée près de l'hôtel de Moyo, l'autre à 200 mètres de l'hôpital de Moyo. Trois civils ont été tués et huit autres blessés;

Le 3 février 1990, un autre avion Antonov soudanais a attaqué et bombardé la ville de Moyo, faisant trois morts et 15 blessés;

Le 20 septembre 1991 à 11 heures, deux avions Antonov de l'aviation militaire soudanaise ont bombardé l'École primaire d'Ojapi à quelque 14 kilomètres au sud-est de Koboko, dans la commune de Tara (comté de Maracha). Trois personnes dont un étudiant ont été tuées et six autres blessées;

Le 21 mai 1992, deux avions Antonov de l'armée de l'air soudanaise venant du Soudan à très haute altitude ont effectué un raid sur la ville de Moyo et ont lâché quatre bombes qui sont tombées à 5 mètres de la prison gouvernementale de Moyo. On n'a déploré aucune victime.

Le 23 janvier 1995, des avions Antonov soudanais ont bombardé Ngomoromo à 10 heures, près du périmètre de défense du 67e bataillon des UPDF. Ils ont lancé une bombe de 250 kg qui a creusé un cratère de 4 mètres de profondeur sur une largeur de 7 mètres.

Le 5 mars 1995, dans le secteur Ouest Nil de la 409e brigade, un Antonov des SAF a bombardé le territoire ougandais dans les zones de la paroisse d'Oraba. Certaines sous-munitions qui n'ont pas explosé sont restées dans le secteur du 55e bataillon et peuvent être présentées comme éléments de preuve.

Dans le secteur de la 503e brigade - Kitgum dans les zones relevant à l'époque des 67e et 69e bataillons, un Antonov des SAF a violé l'espace aérien de l'Ouganda et lancé par la suite 10 bombes qui sont tombées loin du périmètre de défense de la NRA.

Il convient de souligner que les bombardements susmentionnés du territoire ougandais par des avions de l'armée de l'air soudanaise (accompagnés de violations de notre espace aérien) et d'autres opérations du genre non indiquées ci-dessus ont laissé des cratères profonds. À ce jour, on peut voir de tels cratères dans les districts de Kitgum, Moyo et Arua dans le nord de l'Ouganda. À maintes occasions, le Gouvernement ougandais a invité des diplomates et ambassadeurs accrédités en Ouganda à aller constater par eux-mêmes, à la suite des bombardements, ces actes de provocation et d'agression perpétrés par le Soudan contre notre territoire.

Comme si les actes de provocation que constituent les bombardements du territoire ougandais et les violations de notre espace aérien par l'aviation soudanaise ne suffisaient pas, le Soudan tente, depuis 1985, d'entraîner l'Ouganda dans une guerre totale en envoyant des détachements de troupes sur le territoire ougandais, en violation des frontières internationales.

Les exemples ci-après illustrent la politique continue d'agression et de provocation du Soudan :

Le 10 août 1987, environ 500 soldats soudanais, appuyés par des dissidents ougandais basés au Soudan, ont franchi la frontière et attaqué la maison de M. Amin Onzi, brûlé ses greniers et emporté 10 sacs de graines de sésame après avoir abattu deux civils.

Le 29 décembre 1989, des soldats des forces armées soudanaises, accompagnés de dissidents ougandais basés à Kaya, ont franchi la frontière ougandaise et attaqué un détachement de la NRA (UPDF) à Oraba, tuant 12 soldats.

Le 30 décembre 1989, un convoi des SAF, à l'échelle d'une brigade, sous le commandement du général de brigade Isaiah Paul a pénétré de force en Ouganda par Oraba-Keli-Lima-Medigo et est retourné au Soudan par Kirwa.

Le 27 août 1995, une force commune des SAF et des WNBF, forte de 200 hommes environ est entrée en Ouganda et a occupé le poste de police d'Oraba. Ils ont bloqué pendant trois jours la route menant à l'ancien poste d'immigration d'Oraba. Pendant qu'ils bloquaient la route, d'autres coupaient des arbres pour couvrir leurs tranchées à Kaya. Par la suite, ils ont été attaqués par les UPDF et contraints de retourner à Kaya (Soudan).

À ce genre de provocation de la part des SAF positionnées à divers points le long de la frontière ougando-soudanaise s'ajoutent des bombardements du territoire ougandais effectués sans discernement, à plusieurs occasions.

Par exemple, entre le 9 et le 12 août 1995, les appareils de l'armée de l'air soudanaise basées à Kaya ont lancé plus d'une centaine de bombes sur les paroisses d'Ayipe et d'Oraba dans le sous-comté de Koboko, dans le district d'Arua. Ces bombes ont tué cinq civils et en ont blessés 15 autres. Par ailleurs, pendant trois jours consécutifs, entre le 8 et le 10 avril 1996, les SAF basées à Kaya ont bombardé le territoire ougandais entre Keri et Oraba dans le nord-ouest du pays, de 6 h 30 à midi.

Efforts du Soudan en vue de perturber les secours internationaux en faveur des réfugiés soudanais

Outre les activités et atrocités de la LRA contre la population civile dans le nord de l'Ouganda, le Soudan se sert à la fois de la LRA et des WNBF pour perturber les efforts que déploie la communauté internationale en faveur des populations déplacées se trouvant encore dans le sud du Soudan et celles se trouvant dans les camps de réfugiés dans le nord et dans le nord-ouest de l'Ouganda. En témoignent le minage sans discernement des principales routes qui traversent le nord de l'Ouganda et permettent de toucher les populations déplacées à Lobone, Mogali, Kirwa et autres localités, ainsi que les récentes

attaques de la LRA et des WNBFF contre les camps de réfugiés dans la région du nord. Les derniers incidents en date ont eu lieu le 13 juillet 1996 lorsqu'un groupe d'environ 200 rebelles de la LRA, qui avaient auparavant franchi la frontière à partir de leur base d'Aruu, ont attaqué les camps de réfugiés soudanais d'Agago et d'Acholi-Pii, dans le district de Kitgum. Au cours de cette attaque, des fermes entières ont été brûlées, 108 réfugiés ont été tués et plus de 30 blessés.

La morale de la déstabilisation

Ces agents de la déstabilisation venus du Soudan n'adhèrent aucunement aux règles traditionnelles de la moralité. S'ils s'attaquaient à l'armée gouvernementale, qu'ils considèrent comme leur ennemi, cela pourrait passer pour une cible légitime, mais ils continuent de commettre des crimes contre la population civile innocente, comme c'est le cas actuellement. En tant qu'agents de la stratégie soudanaise de déstabilisation et d'agression, les forces de la LRA plantent sans discernement des mines terrestres sur les sentiers, dans l'enceinte des écoles, autour des points d'eau, dans les jardins et à l'entrée des centres médicaux, mutilant ainsi des non-combattants, y compris des enfants.

Les UPDF ont toujours pourchassé ces bandits chaque fois qu'ils font des incursions en Ouganda à partir de leurs bases au Soudan, et ont, dans le cadre de ces opérations, fait des prisonniers de guerre, saisi des armes et des uniformes militaires des SAF et capturé des personnes qui avaient été formées contre leur gré; tous ces éléments sont disponibles et prouvent que le Soudan aide ces bandits armés dans le cadre de son grand dessein de déstabilisation de l'Ouganda. Des rebelles de la LRA comme des WNBFF, qui se sont rendus aux UPDF et aux autorités civiles, et ceux qui ont été capturés par les UPDF au cours des opérations confirment que leur base arrière est bien au Soudan où ils disposent de camps d'entraînement. Ils ont en outre confirmé que tout leur matériel de guerre – armes, mines, mines antipersonnel, uniformes et autres – provient du Soudan. Les armes et autre matériel de guerre, notamment les uniformes, saisis chez les rebelles des WNBFF et des LRA compromettent le Soudan et montrent bien que ce pays est le commanditaire de ces bandits.

Équipe d'observateurs soudanais en Ouganda

À plusieurs reprises, le Soudan a formulé des soupçons à l'encontre de l'Ouganda et l'a accusé non seulement d'armer l'ALPS et de lui porter appui, mais encore de servir de base arrière à ses approvisionnements. L'Ouganda n'a cessé de rejeter catégoriquement ces accusations mensongères.

Pour y mettre un terme, S. E. le Président Museveni a offert au Gouvernement soudanais la possibilité de déployer une équipe d'observateurs en territoire ougandais, le long de la frontière commune entre les deux pays, équipe qui serait chargée de suivre la situation, de déterminer si l'Ouganda soutenait véritablement l'ALPS et d'établir l'itinéraire emprunté par les forces de cette dernière.

Cette équipe a été déployée en 1990. Dans un premier temps, elle s'est installée, comme elle en avait pris la décision, sur les principaux ponts franchissant le Nil. Par la suite, ayant déclaré qu'elle ne souhaitait plus

occuper ces positions mais être stationnée à Moyo, Arua et Gulu, elle a établi des bureaux de liaison permanents dans ces villes. Jamais, au cours des années qu'ils ont passées en Ouganda, les observateurs soudanais n'ont pu trouver ne serait-ce qu'une caisse d'armes dont il ait été prouvé qu'elle avait été introduite au Soudan à partir du territoire ougandais; jamais ils n'ont pu offrir la preuve d'un soutien de l'Ouganda à l'ALPS.

L'équipe d'observateurs soudanais a finalement été expulsée lorsque ses membres ont commencé à répandre des informations destinées à déstabiliser l'Ouganda.

L'Ouganda a consenti d'énormes sacrifices dans le but d'apaiser les craintes du Soudan; malgré cela, le régime soudanais continue d'affirmer que l'Ouganda apporte son appui à l'ALPS. Or, il ne dispose d'aucune preuve de la participation de l'Ouganda aux activités de l'ALPS, si ce n'est l'existence de quelques vieilles caisses de munitions introduites au Soudan en 1986 par les troupes en fuite de l'UNLA, caisses qu'il continue d'exhiber.

L'Ouganda, pour ce qui le concerne, n'a cessé d'affirmer que le conflit soudanais est une question de politique intérieure dont les origines remontent à 1955 et qui doit être réglée par le peuple soudanais lui-même. L'Ouganda n'a rien à voir avec ce conflit interne et n'a pas à y être mêlé par le Gouvernement soudanais. Il rejette les accusations proférées par le Soudan et nie catégoriquement toute intervention dans les affaires intérieures de ce pays.

Pour autant, l'Ouganda n'en continue pas moins d'être le pays qui pâtit le plus du problème que posent les réfugiés soudanais, dont beaucoup, fuyant les conflits qui se déroulent au Soudan depuis 1961, se sont retrouvés dans le nord et le nord-ouest de l'Ouganda. C'est ainsi que l'on compte en permanence près de 300 000 réfugiés soudanais dans les camps du nord de l'Ouganda.

Que faire pour améliorer et normaliser les relations avec le Soudan?

À l'inverse de ce qu'avance le régime soudanais dans ses vastes campagnes de relations publiques, il est avéré qu'il n'a cessé de revenir sur ce qui avait été convenu lors de médiations entreprises par des pays amis tels que la Jamahiriya arabe libyenne et le Malawi. Il est utile de rappeler qu'alors même que nous tenions des pourparlers de paix avec les Soudanais, l'ambassade du Soudan à Kampala s'employait à recruter de jeunes Ougandais et mettait à leur disposition des fonds destinés au lancement d'une nouvelle rébellion dans le centre de l'Ouganda. En conséquence, l'Ouganda juge tout à fait hypocrites et sinistres les déclarations du Soudan selon lesquelles ce pays se trouve frustré dans son espoir de parvenir à une solution pacifique au conflit régional.

En dépit de cela, l'Ouganda n'a cessé d'informer le Soudan, par des intermédiaires, que la reprise de relations normales, diplomatiques et autres ne serait possible que si le Soudan cessait d'avoir une politique étrangère hostile et satisfaisait aux exigences légitimes ci-dessous :

1. Disperser et désarmer les rebelles basés au Soudan;

2. Consigner les rebelles en un lieu où leur présence puisse être observée et vérifiée;
3. Consigner les chefs de ces rebelles qui se trouvent au Soudan ou les expulser vers un deuxième pays d'asile si leur détention ne s'avère pas possible ou s'ils ne peuvent être renvoyés en Ouganda.

Conclusion

Ainsi qu'il a été indiqué, l'Ouganda est prêt à rétablir des relations normales avec le Soudan à condition que le régime de Khartoum fasse la preuve qu'il est résolument et sincèrement décidé à maintenir de bonnes relations et, à cet effet, à satisfaire sans réserve aux trois exigences élémentaires présentées par l'Ouganda.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
KAMPALA (OUGANDA)

28 août 1996
